



PCF
SAVOIE
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Section des Bauges

N°23
JANVIER 2023

POUR NE PAS MOURIR AU TRAVAIL,

UNE ALTERNATIVE EXISTE

LA RETRAITE DES MORTS

Le gouvernement nous somme de travailler plus longtemps sous prétexte qu'il faut sauver notre système de financement des retraites qui serait menacé par... l'allongement de la durée de vie. Or, comme le rappellent à la fois les syndicats, et le très officiel Conseil d'Orientation des Retraites, notre système de retraite n'est, à ce jour, pas en péril. Le déficit du régime oscille entre 0,5 et 0,8 point de PIB seulement, jusqu'en 2032 puis se résorbe.

De plus, ce déficit pourrait être absorbé. Par exemple, si on taxe les revenus du capital ou si on augmente les salaires, les cotisations (dites) patronales... Ce n'est évidemment pas la voie choisie par le président des riches. Le projet propose un recul du départ à la retraite de 62 à 64 ans avec 43 annuités dès 2027. Ce projet va imposer à tout le monde de travailler plus longtemps. Et ce sont les plus précaires, celles et ceux qui ont commencé à travailler tôt, qui exercent les métiers les plus pénibles, les femmes, les jeunes qui vont pâtir le plus de la réforme ! Rappelons aussi que l'espérance de vie en bonne santé stagne à 63 ans pour les hommes et 65, pour les femmes. Le projet des macronistes et de la Droite est un recul de société qui interdit une seconde vie de repos bien gagné après des années de labeur.

UNE AUTRE RETRAITE EST POSSIBLE

« Moi, une retraite, je n'en aurai jamais. ». Macron compte sur la résignation que ces propos, si souvent entendus, traduisent. Pour contrer ce fatalisme, faire face à l'extrême droite en embuscade et faire reculer l'abstention puissante, il faut amplifier le débat sur quelle retraite et quel travail nous voulons. Pour sa part, le PCF s'attache à dessiner les contours d'un système de retraite réaliste, réellement alternatif - et de son financement ! - qui redonne de la force à l'espérance, aux idées de justice sociale et de changement de société (voir encadré).

NE LÂCHONS RIEN !

La réforme Macron se heurte à un rejet massif de l'opinion (environ 70% d'opposants selon tous les sondages).

Elle se heurte aussi à un front syndical uni et déterminé à la mettre en échec. Toutes les composantes de la Nupes préconisent le retour de la retraite à 60 ans et engagent leurs forces dans la bataille pour contribuer à la mobilisation et à la victoire.

Le pouvoir a choisi l'épreuve de force. Le jeudi 19 janvier, il a perdu la première passe d'armes. La déferlante du refus a envahi les rues (40% de plus qu'en 2019 selon...la police). Même le découragement recule : 6 français sur 10 pensent que la réforme va devoir être modifiée ou abandonnée (sondage O-BC - Le Figaro du 20 janvier). Ce jeudi d'espoir donne confiance, fait bouillonner les idées et les envies de changement. Si la mobilisation perdure, si elle s'amplifie, Macron, les parlementaires LR co-auteurs de la réforme et le patronat qui l'inspire, devront reculer.



**LES COMMUNISTES MILITENT
pour une retraite digne
pour toutes et tous**

**Ouverture des droits à 60 ans et 37,5 années de cotisation
Revalorisation des pensions indexée sur les salaires.**

De nouvelles rentrées de cotisations :

- égalité des salaires hommes-femmes
- suppression des exonérations de cotisations patronales,
- taxation des revenus financiers au taux des salaires.

Andréa Kotarac, l'ancien élu LFI passé au RN, conseiller régional en Auvergne Rhône-Alpes, a été interviewé par le DL. Il y est photographié avec l'élue mauriennaise Marie Dauchy et, inévitablement, sa cheffe : Marine Le Pen. Dans son interview, A. Kotarac nous la joue écologique et sociale. On le cite : « L'écologie doit marcher sur ses deux jambes, l'environnement et le social. Et aujourd'hui, il y a 12 millions de personnes qui ne peuvent pas se chauffer correctement dans notre pays ».

Seulement voilà, au RN il y a les discours pour les lecteurs du Dauphiné Libéré et les votes à l'Assemblée nationale. Voyons ce qu'il en est.

Les votes du RN à L'Assemblée nationale

Andréa Kotarac et Marie Dauchy peuvent bien faire les beaux dans le DL, les députés **voient contre** l'augmentation du SMIC, **contre** l'indexation des salaires sur l'inflation, **contre** l'encadrement des hauts salaires!

Ils ont **voité contre** le blocage des prix des denrées de première nécessité, contre la gratuité des premiers mètres cubes d'eau, **contre** la gratuité des cantines et fournitures scolaires pour les plus modestes, **contre** la revalorisation des petites retraites, **contre** le gel du prix des loyers !

Ils ont **voité contre** le recrutement de sapeurs-pompiers, **contre** la proposition de débloquer un milliard d'euros pour la lutte contre les violences faites aux femmes.

Mais ils ont **voité pour** la baisse de la cotisation sur la valeur ajoutée de production (8 milliards d'euros!) que demandait le MEDEF ! On peut donc affirmer qu'ils ne servent ni les besoins de la population ni l'intérêt général.

Ne nous y trompons pas, **LE RN EST AU SERVICE DES EXPLOITEURS**, et à leur seul service.

MAIS QUI SONT ET D'OÙ VIENNENT LES DÉPUTÉS RN ?

On note une diversité d'âge (de 79 à 23 ans), de sexe (1/3 de femmes) mais tous sont « blancs » comme aurait dit E. Valls. Un quart du groupe est composé de transfuges d'autres formations de droite (ex RPR, ex UMP, LR, Debout la France). Très peu sont néophytes en politique ou directement issus de la société civile.

En majorité, ils viennent de milieux bourgeois. Très discrets sur leur profession, ils sont, pour l'essentiel, cadres (du privé ou du public), membres de professions libérales (12 avocats et 10 patrons-artisans-commerçants) ou ... permanents du parti (la majorité du bureau national du parti). Un groupe très représentatif des catégories dites supérieures mais, sociologiquement, bien différent du peuple qu'il prétend représenter !

GUERRE EN UKRAINE : PILONNAGE MÉDIATIQUE

Andreï et Igor, les Ukrainiens déchirés. France culture - 24 novembre 2022. Ci-joints des extraits du reportage de la correspondante Florine Mercier. Pour le soldat Andreï « la guerre s'arrêtera que lorsque la Russie s'effondrera ». Par ailleurs, la reporter cite Igor, habitant de Nikolaïev . Lui n'est pas militaire, il aime profondément son pays, et comme bien d'autres, il préfère dire discrètement qu'il faut négocier. Au sujet de la Crimée il précise qu'elle a été très russifiée. Il n'est pas sûr du tout que ses habitants veuillent revenir en Ukraine. Il dit que nous ne pouvons pas faire la guerre éternellement. Les sacrifices, les souffrances ont marqué son pays au fer rouge.

Nous les « dindons de la farce » ! C ce soir - France 5 - 24 novembre 2022. Pascal Boniface, président de l'IRIS, déclare : « En fait, on augmente les dépenses militaires pour accroître une dépendance à l'égard des Etats-Unis, puisqu'on achète des armes aux Etats-Unis (...) Donc on aura une Europe plus armée mais plus faible économiquement parce qu'on va payer très longtemps le coût de cette guerre, et une Europe moins autonome. **En fait on est les dindons de la farce.** »

On trouve de l'argent pour faire la guerre, pas pour les hôpitaux ! C dans l'air - France 5 - 6 janvier 2023. Le professeur Bruno Mégarbane, chef du service réanimation à l'hôpital Lariboisière dénonce l'insuffisance du nombre de lits. Il avertit que si rien n'est fait, dans deux ans, il y aura des morts dans le nord de Paris

Un journaliste cool ! France 5 - 6 janvier 2023. Alors qu'ils débattent de la guerre en Ukraine, le journaliste François Clémenceau parle, sans émotion, du « jour où il faudra se mesurer à une agression chinoise. » Il faudra... belle certitude et quel beau feu d'artifice en perspective !

La ligne rouge du nucléaire, c'est du bidon ! LCI - 16 janvier 2023. M. Blanchemaison, ex ambassadeur de France en Russie, se fait le propagandiste des Ukrainiens : « Même la ligne rouge du nucléaire est contestée par les Ukrainiens. Ceux que nous rencontrons souvent sur les plateaux, ici, disent c'est du bidon : ne croyez pas qu'il existe une ligne rouge nucléaire. Il faut donc continuer à intervenir. Et un jour, en effet, la question se posera pour l'OTAN (NDLR : l'intervention de soldats de l'OTAN) » Tous les invités se déchainent en chœur ils appellent à la « montée en gamme » des livraisons d'armes : chars lourds, avions, missiles de longue portée. Et quoi d'autre ?

Pour Blanchemaison, nous sommes sur « une pente fatale ». **La course à l'abîme !**

Quand l'Afrique nous enseigne la sagesse. France culture - 3 novembre 2022 : Le gouvernement et les rebelles du Front de libération du peuple (région du Tigré, Ethiopie) se sont entendus sur une cessation immédiate des hostilités, sous l'égide de l'Union africaine. Ugo Keniata, un des médiateurs de cet **accord de cessez-le-feu** a déclaré : « Il faut commencer un processus dialogue qui obligera à faire des compromis et à essayer de comprendre son prochain. Leurs différences ne disparaîtront pas, mais la violence, les balles, les armes à feu ne seront jamais la solution. La seule solution qui vaille c'est le dialogue politique et de s'asseoir pour discuter, accepter d'avoir des différences parce que c'est une évidence. ».

Voilà la preuve que la raison et la paix peuvent l'emporter.

NON AU CONTRÔLE DE L'INFORMATION !

A l'invitation du PCF, notre député J-F. Coulomme, a tenu sa première réunion publique en Bauges, le 25 novembre. Nous avons pu afficher sa venue dans toutes les communes et hameaux du massif sauf une : Bellecombe !

Le remplacement récent des anciens panneaux d'affichage (sauf celui du chef-lieu) par des panneaux d'information plus étroits, vitrés et verrouillés, ne permet plus **un libre affichage associatif ou politique**. Il faut maintenant, afin de communiquer avec les habitants, déposer les affiches et autres supports, en mairie et obtenir l'autorisation des

élu.e.s pour leur mise sous verre par l'employé communal. Hormis le risque d'accroissement de l'affichage sauvage auquel notre parti politique refuse de se livrer, nous constatons que les élu.e.s de cette commune s'octroient un droit de contrôle sur les activités légales des citoyens associés. La secrétaire de la section du PCF des Bauges a demandé par courrier à M. le Maire de (re)mettre à disposition des citoyens (associations, individus) des panneaux d'affichage libre dans chaque hameau comme il en existe dans de nombreuses communes du massif.

HAUSSE DES PRIX : QUI EN PROFITE ?

Le discours libéral dominant présente la hausse des prix comme un phénomène venu de l'extérieur du système capitaliste. Ainsi, cette hausse est attribuée à la pandémie puis à la guerre en Ukraine ou aux deux ou encore au dérèglement climatique. On nous dit aussi qu'après trente ans de prix bas, allez savoir pourquoi, nous entrons, comme par magie, dans une phase de hausse. Une sorte de fatalité surnaturelle en somme !

En réalité, ces arguments visent à camoufler les responsabilités des politiques libérales mises en œuvre depuis une quarantaine années avec vigueur en France et en Europe. A savoir : **le blocage des salaires** associé au chômage massif et de longue durée et **la hausse de la part des profits** dans les richesses produites par les travailleurs (valeur ajoutée). La hausse des inégalités, une précarité sans précédent et... des profits superbes et vertigineux en sont les conséquences.

Le grand patronat et les dirigeants libéraux ont adoré cette période. Les dividendes attribués aux actionnaires du CAC40 battent des records année après année. On nous annonce près de 80 milliards d'euros, pour 2022, soit une augmentation de 33% ! Ce capitalisme « glouton » n'est jamais rassasié. Pour preuve, il cherche aujourd'hui à engranger encore plus en faisant supporter la hausse des prix par le monde du travail en maintenant le couvercle sur la marmite des salaires. Il s'échine à nous faire croire à l'idée archaïque et mensongère des vases communicants entre prix et salaires. Or, la hausse du prix ne dépend que de l'offre et la demande, en clair de « l'économie de marché » gérée par les cours mondiaux des bourses, fortement sensibles à tous les moments de tension (guerres, monnaies, épuisements productifs, ...) si

propices à la spéculation (c'est-à-dire acheter à bas coût pour revendre plus cher demain).

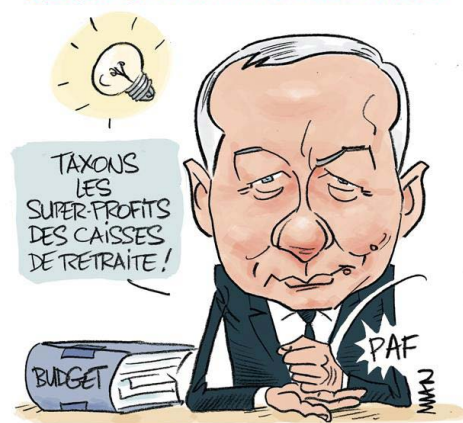
Les gagnants de ces hausses sont bien connus : les grands groupes producteurs et les spéculateurs de tous genres.

Cette situation prouve la nécessité d'un contrôle public et social des activités des grands groupes, d'une taxation des profits de la finance équivalente à celle des salaires et, en parallèle, des droits nouveaux d'intervention des salariés et de leurs représentants sur les choix stratégiques des entreprises.

MÉDAILLE D'OR DU FOUTAGE DE GUEULE

Le ministre des finances, Bruno Lemaire déclare à l'université d'été du Medef le 30 août 2022 : « Non, je ne sais pas ce que c'est ... un superprofit ! »

BRUNO LE MAIRE À L'EURO PRÈS



MAGIE, VOUS AVEZ DIT MAGIE ?

Le C mag #76 de janvier-février-mars de « Grand Chambéry » nous offre, sur une double page, une magnifique vue d'une piste de ski serpentant entre les sapins enneigés. La légende évoque « la magie [...] de dame nature ».

Magie blanche, peut-être, mais humour noir pour les travailleurs des domaines skiables de Savoie Grand Revard et des Aillons-Margeriaz qui, du reste, n'apparaissent pas sur la photo. Ils ne sont pas loin d'une centaine à plus de 90% saisonniers. Nombre d'entre eux n'ont pas été embauchés

et n'ont donc pas eu droit au chômage technique.

Or, **l'embauche est une obligation pour l'employeur** comme l'ont rappelé les délégués CGT. L'employeur, c'est le Syndicat mixte des stations des Bauges. Il est contrôlé essentiellement par Grand Chambéry et Grand Lac Aix-les-Bains c'est à dire par nos élus. Force est donc de constater que certains de nos représentants semblent aussi peu soucieux de la loi que de la détresse matérielle dans laquelle leur mépris, ...

SUITE... lors d'un début de saison sans neige, plonge les saisonniers et leurs familles.

Ajoutons que, conjugué à la réforme de l'assurance chômage (il faut 6 mois de travail au lieu de 4 pour être indemnisé), l'absence de revenus pour les saisonniers contraints à l'inactivité n'est pas sans effet sur le peuplement

montagnard. Les chiffres récents de recensement confirment que des travailleurs saisonniers se déracinent, partent de la montagne pour aller travailler à l'année en ville ou ailleurs. Dans ces conditions, comment les Bauges échapperont-elles à cette tendance démographique préjudiciable à l'activité touristique ?

EAU POTABLE EN BAUGES :

GRAND CHAMBÉRY SUR LA SELLETTE ?

Fin novembre, Grand Chambéry invitait la population à une réunion publique d'information sur le thème de l'eau en Bauges. La présence d'une soixantaine d'auditeurs témoigne de l'intérêt accordé à la politique publique de l'eau. De notre point de vue, la présentation, pourtant riche et dense, comme le débat qui a suivi, n'ont pas suffi à dissiper les motifs d'incompréhension, d'inquiétude et de mécontentement suscités dans la population du massif par l'élaboration des projets et leur mise en œuvre par Grand Chambéry.

D'où viennent les difficultés présentes ?

Le diagnostic est inquiétant : mauvais état des réservoirs, volumes d'eau retenus insuffisants et fuites sur le réseau. Il en dit long sur les manques d'entretien et d'investissements au cours des dernières décennies. Les responsabilités se partagent entre l'État (désengagement croissant et privatisation) et les collectivités locales dont les finances sont asséchées par les politiques gouvernementales d'orthodoxie libérale (la baisse des ressources liée aux transferts de charges sans moyens nouveaux).

Densité d'habitants : trop de constructions en prévision ?

Grand Chambéry a acté en 2017-18 un PLUi autorisant une augmentation de 50% de la population en Bauges (7 500 habitants à l'horizon 2030, soit un total prévisible de 1 000 logements dont 600 d'ores et déjà programmés en OAP). Pour faire face à la hausse de consommation d'eau, le réseau des Bauges sera connecté au puits de St-Jean-de-la-porte alimenté par la nappe phréatique de l'Isère malgré un risque - connu ! - de débit insuffisant voire d'épuisement. L'approvisionnement en eau n'est donc pas garanti. De plus, le choix de l'habitat individuel favorise l'étalement urbain multiplie donc les kilomètres de réseaux et les dépenses afférentes.

Vers la fin de l'alimentation par les eaux de sources ?

Effectué sans explications ni concertation, le raccordement de tous les réseaux facilite, certes, la lutte contre les fuites (toujours de 48% en attendant l'état des lieux 2022). Mais il court-circuite les réseaux qui bénéficiaient des eaux de sources nombreuses en Bauges. C'est le cas aux Aillons où beaucoup déplorent de boire une eau de moindre qualité et chlorée (l'Agence Régionale de Santé a aligné le niveau de traitement sur celui des zones urbaines denses des vallées).

Récupération des eaux de pluie : pas d'aides publiques ?

Les périodes de sécheresse limitent le débit des sources et le niveau des nappes phréatiques. Le stockage individuel des eaux de pluie est une solution pour limiter les consommations d'eau potable pour les nettoyages, les toilettes et l'arrosage des jardins potagers (tellement essentiels pour beaucoup de familles). L'investissement dans des dispositifs de récupération des eaux de pluie n'est ni suscité ni aidé financièrement. Mais Grand Chambéry n'hésite pas à imposer un second compteur coûteux à ceux qui feraient l'effort d'économiser la ressource. Un comble !

Augmentation du prix de l'eau : vraie ou fausse solution ?

Faire payer les consommateurs est toujours la plus facile des solutions. Est-elle si évidente dans le moment présent ? Ne vaudrait-il pas mieux envisager la gratuité des premiers m3 pour les consommateurs aux revenus modestes, créer des forfaits de volumes par branches d'activités, appliquer des réductions de prix d'épuration des eaux de pluie rejetées dans le réseau d'assainissement, ...

Des projets insuffisamment débattus ?

Éloignée géographiquement, l'instance de décision a fait l'impasse sur le dialogue nécessaire avec les bauju.e.s. Pourtant l'attente des habitants, la prise en compte de leurs besoins demandent plus qu'une simple réunion d'information. Mais, à l'évidence, nos élu.e.s ne sont toujours pas convaincu.e.s de l'utilité et de l'efficacité du débat public avant de concevoir et de réaliser un projet. Petite lueur d'espoir, cette réunion a enclenché un timide rapprochement entre des habitants intéressés et un service administratif encore perçu comme technocratique. Espérons que ce ne soit pas « trois petits tours et puis s'en vont ».

POUR ALLER PLUS LOIN

Les communistes proposent de déclarer l'eau bien commun et de confier sa gestion à un grand service public de l'Eau regroupant tous les acteurs du secteur productif (public et privé, industriel et agricole) et les consommateurs. La reprise en mains à moyen terme des régies privées par les collectivités publiques offre les meilleures garanties pour optimiser les coûts de production et de consommation et être sûr que les bénéfices ne s'évaporent pas dans la stratosphère financière mais servent l'intérêt général.

APPEL À SOUSCRIPTION

Chères lectrices, chers lecteurs, soutenez notre journal
Chèque à l'ordre de l'ADF PCF 73, adresse ci-contre

Vous recevrez un reçu fiscal en fin d'année 2022

FÉDÉRATION DU PCF SAVOIE

326 AVENUE ALSACE LORRAINE - 73000 CHAMBERY

09 80 90 06 19 - pcfbauges@gmail.com

Site internet renouvelé : WWW.SAVOIE.PCF.FR